

Loire → Actualité

BARRAGE ■ Après 20 ans de lutte, une solution pourrait être trouvée

Le dossier Poutès sort de l'eau

Depuis près de vingt ans, deux clans s'opposent autour de Poutès. Hier, les partisans du démantèlement du barrage se sont réunis pour faire le point sur l'avancée du dossier.

Magali Roche

magali.roche@centrefrance.com

« **N**ous sommes aujourd'hui arrivés à un moment crucial. Le sort de Poutès va se décider dans les deux mois qui viennent. »

Roberto Epple, président de SOS Loire Vivante, ne cache pas son soulagement d'entrevoir enfin le bout du tunnel après vingt ans de lutte pour le démantèlement du barrage de Poutès. À l'issue d'une réunion inter associative, hier matin, au Puy-en-Velay (elle faisait suite à une réunion d'information publique, la veille), il a tenu, en compagnie de nombreux partisans du démantèlement, à faire le point sur l'évolution du dossier.

Vers un accord

Car, après une table ronde organisée par Jean-Louis Borloo voilà huit mois, les clans (EDF, associations d'élus, ONG) ont enfin pu discuter et confronter leur opinion pour tenter de trouver un accord. Un accord qui, comme l'espèrent les associations écologiques, pourrait déboucher, d'ici fin juin, sur la signature d'un texte avec démantèlement du barrage à la clé.

Des solutions conciliantes à la fois pour les opposants et les partisans de l'ouvrage pourraient éga-



IMPATIENTS ! Lors de la réunion, le président de WWF France, Claude Dumont, le vice-président de la Fédération de pêche française, entouraient Roberto Epple.

lement être trouvées afin de compenser la production hydroélectrique du barrage et les taxes professionnelles pour les communes, les deux principaux nœuds du débat depuis des dizaines d'années.

« Notre alerte sur la menace qui pèse pour le saumon a été entendue, poursuit Roberto Epple.

Un médiateur en charge de trancher le dossier a été nommé (*), nous avons été invités à prendre part à la discussion avec les élus, EDF, pour parler du problème du démantèlement des barrages en France mais aussi d'un plan d'optimisation de l'hydroélectricité. Une étude pourra être envisagée pour continuer à pro-

duire de l'hydroélectricité sur l'Allier mais l'effacement du barrage doit être effectif et s'inscrit dans une démarche d'excellence pour le territoire haut ligérien. Il faut trouver d'autres solutions d'exploitation hydraulique que le recours aux barrages ! »

Agir vite

Une ouverture à la négociation partagée par Antoine Lardon, président de la Fédération départementale de pêche. « Les enjeux sont trop importants, il n'est plus temps de s'opposer camps, explique-t-il. Les pêcheurs, en 1994, ont arrêté volontairement de pêcher le saumon pour participer à son sauvetage. Notre travail est de le protéger. Or, nous avons un mur de béton qui les empêche de circuler. Il faut agir et rapidement. » ■

(*) Il s'agit de Jean-Claude Philippart, un scientifique européen qui devrait rendre ses conclusions sur le sujet fin juin.



CLANS. En janvier dernier, une manifestation contre le démantèlement du barrage avait lieu, au Puy-en-Velay.